

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 16 JUILLET 2020

Délibération n° 2020-056- DC

Date d'affichage :

Le 22 juillet 2020

Effectif statutaire : 81
Membres en exercice : 81
Quorum : 41
Présents : 80
Excusé(s) : 1
Dont représenté(s) : 1
Absent(s) : 0

Nombre de votants : 81

Secrétaires de séance :

Madame Nathalie SECOUÉ, conseillère
communautaire de la Commune de
Doué-en-Anjou, et Monsieur Pierre-
Yves DOUET, conseiller
communautaire de la Commune de
Louresse-Rochemenier

Le seize juillet deux mille vingt à 17 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Parc d'exposition du Breil - avenue du Breil - 49400 Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président, le neuf juillet deux mille vingt.

Présents : (80)

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Jean-Pierre ANTOINE, Gilles BARDIN, Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Alain BOISSONNOT, Yves BOUCHER, Arlette BOURDIER, Alain BOURDIN, Emmanuel BRAULT, Laurence CAILLAUD, Jeannick CANTIN, Christophe CARDET, Bertrand CHANDOUINEAU, Bruno CHEPTOU, Pierre de BOUTRAY, Pierre-Yves DELAMARE, Michel DELPHIN, Pierre-Yves DOUET, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Gaëlle FAURE, Arnel FROGER, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Christian GALLÉ, Isabelle GRANDHOMME, Didier GUILLAUME, Béatrice GUILLON, Thomas GUILMET, Bernard HENRY, Didier HUCHEDÉ, Isabelle ISABELLON, Benoît LAMY, Benoît LEDOUX, Sylvain LEFEBVRE, Eric LEFIEVRE, Astrid LELIEVRE, Nathalie LIEBAULT, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Jacky MARCHAND, Guillaume MARTIN, Jean-François MIGLIERINIA, Thierry MORISSET, Nathalie MORON, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Laurent NIVELLE, Nicole PEHU, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Gérard POLICE, Armelle PONCET, Bruno PROD'HOMME, Jean-Philippe RETIF, Didier ROUSSEAU, Gilles ROUSSILAT, Nathalie SECOUÉ, Gilles TALLUAU, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie TAUGOURDEAU, Sophie TUBIANA, Patricia VILLARME.

Dont suppléé(s) remplacé(s) :

Excusés : (1)
Géraldine LE COZ

Dont excusés ayant donné pouvoir : (1)
Géraldine LE COZ à Jackie GOULET.

ELECTION DU PRÉSIDENT

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la communauté d'agglomération Saumur Loire Développement, de la communauté de communes Loire Longué et de la communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral SP n° 2020-02 du 10 janvier 2020 portant actualisation des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire constituée par l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL 2026-179 du 16 décembre 2016 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BI/2019-133 en date 11 septembre 2019, constatant le nombre total de sièges que compte l'organe délibérant de l'EPCI, soit 81, et leur répartition par commune membre ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-2 ; L. 5211-6 ; L. 5211-6-1 ; L. 5211-9 ;

Vu le procès-verbal d'élection du Président ;

Vu les résultats du scrutin ;

Le Conseil communautaire décide :

- **De proclamer Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et le déclare installé.**

Date de transmission en sous-préfecture :

22 JUIL. 2020

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 3ème trimestre 2020



Pour Extrait Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

Matière de l'acte	5 - Institution et vie politique	5-1 - Election exécutif	5.1.4 Election des exécutifs des EPCI
-------------------	----------------------------------	-------------------------	---------------------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »